

L'abolition de la prison

Par Yves Bourque

Extraits tirés de *Prison Abolition* (1988), E. G. Smith Press, Columbus.

Traduit de l'anglais par Yves Bourque

Lorsque j'étais enfant, en voiture avec ma famille, je me souviens que mon père me montrait le vieux pénitencier de Laval, et je me souviens aussi à quel point c'était un concept abstrait que d'imaginer les « méchants » qui, expliquait-il, étaient enfermés là. Au cours de toutes ces années passées en prison, à observer et à discuter avec de nombreux « citoyens », y compris ma propre famille, j'en suis venu à comprendre plus profondément à quel point les distorsions conceptuelles ont été véhiculées lorsqu'il s'agit de la prison, des prisonniers et même de la criminalité.

Ces idées fausses s'expliquent. Pour justifier les sommes extravagantes nécessaires pour donner vie à un monstre insatiable tel que le Service correctionnel du Canada, il faut lui donner un caractère de nécessité et, plus encore, d'urgence. Les médias, qui en sont les principaux artisans, font preuve d'un zèle excessif pour exacerber les émotions, la colère et la peur du public; ils parviennent très bien à ne raconter qu'un seul aspect de l'histoire. C'est ce qui a provoqué les injustices et les inhumanités de notre système de « justice » pénale. Dans le contexte de la société canadienne, le journal télévisé de 18 heures rapportera un incident des plus regrettables et des plus dramatiques de la façon suivante :

Aujourd'hui, un jeune caissier de banque a été abattu de sang-froid au cours d'un vol. Lorsque la police l'a appréhendée, il s'est avéré que la personne en cause, âgée de 26 ans, venait tout juste d'obtenir une libération conditionnelle

après n'avoir purgé que quatre ans d'une peine de sept ans pour vol. D'autres nouvelles plus tard, maintenant, ces messages d'intérêt.

Il ne dit pas :

Hier encore, un jeune caissier de banque a été abattu au cours d'un braquage au coin de telle et telle rue. Une organisation humanitaire qui aide actuellement les parents de la victime à surmonter leur immense chagrin et leur colère a déclaré à ce média que le jeune homme de vingt-six ans appréhendé avait, depuis l'âge de dix-sept ans, subi six années de torture physique et psychologique « légale », de violence et de déshumanisation systématiques aux mains des autorités pénales. Assassiné socialement et émotionnellement, until a un jour déclaré au psychiatre de l'établissement que les cicatrices de mégots de cigarettes sur son pénis, infligées par la police lors d'un interrogatoire forcé lié à la dénonciation d'un important trafiquant d'héroïne, l'avaient poussé à tenter de se suicider au moins trois fois pendant son incarcération et une fois chez sa mère. D'autres nouvelles plus tard, maintenant, ce reportage sur les effets dévastateurs du missile de croisière.

Je ne cherche pas à minimiser la tragédie humaine que représente tout acte répréhensible, mais la création d'un « ennemi public » qu'il faut maîtriser à tout prix, le plus rapidement et le plus résolument possible, relève du domaine de l'absurde, et bien que la grande majorité des Canadiens adhèrent à ce concept avec beaucoup de facilité, pour ne pas dire d'empressement, il n'en est pas moins dépourvu de toute logique et de toute honnêteté. Il est à la base de nombreuses

dissensions sociales causées par la peur, la colère, la haine et l'ignorance.

Tout le monde, chaque être humain, est un « criminel » potentiel, et dans ce pays, n'importe qui peut passer du camp des « libres et justes » à celui des « ennemis indésirables », de manière tout à fait irréversible, compte tenu de l'état de notre système pénitentiaire et de notre droit pénal. Néanmoins, la plupart des prisonniers et ex-prisonniers sont issus des couches « inférieures » de la société : ce sont des pauvres, des personnes sous-scolarisées, socialement (et donc politiquement) défavorisées et méprisables aux yeux de tous. Beaucoup d'autres sont issus de familles dysfonctionnelles, de parents alcooliques, de minorités défavorisées et ont connu des contextes socio-psychologiques difficiles (par exemple, les homosexuels et personnes trans qui se sont retrouvés dans des contextes de rejet). Curieusement (ou non), les gardiens et de nombreux employés des prisons, de même que les policiers, sont issus de cette même classe sociale.

Il y a donc d'un côté les pauvres et les défavorisés incarcérés, opprimés et terrorisés, et de l'autre côté l'incarcérateur, l'oppresseur et le terroriseur qui s'occupent d'eux et qui ne sont pas ou plus si pauvres et si défavorisés que cela. Le reste des pauvres, les gens « ordinaires », ne sont ni des prédateurs ni des proies, mais ils font néanmoins partie de ce même « groupe » général qui est le plus influencé par les divers médias, le sensationnalisme et les tendances, et qui est le plus facilement influencé et enflammé contre le crime et les criminels au point de soutenir et de prôner la torture, la dégradation et la destruction d'innombrables êtres humains de leur propre classe. Et c'est ainsi qu'on s'occupe d'eux.

Les crimes et les meurtres spectaculaires font des best-sellers et représentent une activité lucrative. Les médias ont des intérêts commerciaux

à défendre, mais aussi des intérêts politiques. Les gens consomment les crimes comme des bonbons. La télévision et le cinéma en sont truffés. Le crime, la punition, la vengeance sont des avenues puissantes et il serait difficile pour les médias de s'en défaire. De plus, on fait croire que notre gouvernement démocratiquement élu sait ce qu'il fait en matière de « loi et ordre », de police et de prison. Ils construisent des prisons, de plus en plus nombreuses, ils conçoivent des systèmes et élaborent de nouvelles règles. Ils embauchent des dizaines de milliers de personnes auxquelles ils donnent certains pouvoirs, des uniformes, des armes, des salaires, une sécurité, un statut social et une reconnaissance; autant de facteurs qui contribuent à renforcer la légitimation de la torture et de la violence.

Les gardiens et les employés de prison, les citoyens et même de nombreux prisonniers sont tellement habités par l'illusion tenace de la nécessité de la prison, tellement pris par le tour de passe-passe qui s'efforce de la faire paraître « pas trop mal après tout », qu'ils méprisent le concept même de l'abolition de la prison. Il faut un effort considérable, de la part de quiconque, pour vivre dans un mensonge aussi solidement implanté et aussi habilement déguisé que la « société canadienne libre et civilisée » et ne pas être aveuglé par l'éblouissement.

Il s'agit d'une désensibilisation systématique du « grand public » et en particulier du personnel pénitentiaire, pour qui toute torture, violence et oppression devient non seulement légitime mais naturelle. En fait, lorsqu'un prisonnier montre des signes de « réhabilitation » aux autorités pénales ou à la commission des libérations conditionnelles, ces signes sont généralement révélateurs d'un engouement total pour le « système »; d'une acceptation de sa peine scandaleuse, d'une acceptation de toutes les injustices, tortures et

violences qu'il a subies lors de son arrestation, au cours de la procédure judiciaire et surtout pendant son incarcération. Une soumission totale au fascisme.

Tout employé de prison devient un mercenaire parce qu'il ou elle doit se conformer à certaines directives pour obtenir sa rémunération. Et malgré leur propre propension évidente au sadisme, ils doivent entreprendre certaines actions et afficher des attitudes qui sont toutes destinées à avilir, à opprimer et à soumettre les prisonniers. Les responsables des prisons leur enseignent certains « faits » qui justifient automatiquement qu'ils ont « raison » et que les prisonniers ont « tort »; ces croyances, issues de séances de lavage de cerveau, de théories criminologiques, des médias et de la force de l'habitude, sont renforcées quotidiennement par l'attitude et le comportement que chaque détenu adopte de temps à autre sous la torture, la peur et l'humiliation.

La prison, et ce qu'y subissent les détenus, est un facteur important de criminalité. Néanmoins, ce fait ne constitue pas une menace pour la classe dirigeante que la prison sert le plus. Au contraire, les « mutants », renvoyés à leur milieu (sans le lien familial), sont bien plus susceptibles de voler et/ou de tuer le propriétaire d'un magasin de quartier que de commettre un acte terroriste délibéré visant directement ceux qui ont justifié leur torture et leur avilissement.

Même les enfants apprennent à adhérer au concept de la punition. De façon routinière, les étudiants en criminologie et autres sont paradés dans des « institutions « peintes de couleurs vives, on leur montre des cafétérias d'apparence agréable, des équipements sportifs, des maisons pour les visites familiales, des terrains aménagés, et ils rencontrent des » détenus sélectionnés « et des membres du personnel dans des situations

et des cadres » contrôlés » où le fait ignominieux et révoltant qu'ils se trouvent au milieu d'un zoo humain n'est pas discerné dans le bavardage gai, mais hésitant.

Abolition

Si nous voulons envisager sérieusement l'abolition, et si nous voulons trouver des moyens « humains » de composer avec le phénomène que nous appelons le crime, nous devons avoir le courage de faire face à des faits qui donnent à réfléchir. Un nombre incalculable de citoyens canadiens ont perdu à jamais leur intégrité humaine et sociale en raison de leur condamnation à la prison. Et d'innombrables autres sont systématiquement avilis et rendus fous par les mêmes moyens. Il n'y a pas de place pour eux dans cette société, telle qu'elle est, parce qu'elle a été conçue pour d'autres types d'êtres, pas pour des « mutants »; ces personnes n'ont plus grand-chose à perdre, et beaucoup ont fini par s'en rendre compte. De plus, ils sont bourrés et surchargés de tant de haine et de douleur qu'un cri aussi grand que l'univers entier ne les soulagerait pas. Plus que jamais, ils continueront à voler, cambrioler, violer et tuer, avec, en leur âme et conscience, toutes les justifications du monde entier nécessaires pour le faire; ils prendront tout ce qu'ils peuvent, tant qu'ils le peuvent, parce que bientôt ils se suicideront, seront tués par la police ou ramenés en prison – ce dernier cas étant un dispositif indispensable et délibéré de la part des « autorités » pour perpétuer et étendre un système qui est outrageusement immoral et inhumain.

Si nous devons abolir progressivement la prison, comment nous occuperons-nous de ces personnes dont le sentiment de sécurité et de liberté est à jamais perdu avec la certitude acquise

que l'on peut leur faire n'importe quoi, n'importe où, à n'importe quel moment et pour n'importe quelle raison? Que ferons-nous des dizaines de milliers d'anciens détenus mutilés socialement, psychologiquement et émotionnellement lorsqu'il n'y aura plus d'entrepôts pour les stocker? Peut-on réintégrer ceux qui ont été systématiquement mis à l'écart de la société et de l'humanité?

Qu'en est-il des dizaines de milliers d'employés de prison, de gardiens et d'emprisonnés? Pouvons-nous les aider à se réadapter alors qu'il est de notoriété publique qu'ils sont aussi « mauvais », voire pires, que les « criminels »? Quel sera le bilan de leur « carrière » et de leur vie? Seront-ils un jour capables de faire face à la musique? Comment les Canadiens feront-ils face à l'image que nous nous faisons de nous-mêmes en tant que nation civilisée?

Les prisons ne se sont pas « améliorées », elles se sont « empirées ». En croyant dangereusement que nous « améliorons » notre système carcéral et que nous réduisons les traumatismes causés aux prisonniers, nous nous dirigeons vers un précipice de plus en plus abrupt et nous donnons aux responsables, aux employés et aux gardiens des prisons plus de latitude et de justifications pour continuer à dégrader et à abuser des êtres humains, au détriment de tous les citoyens canadiens et, en fait, de l'humanité.

Comment allons-nous mettre en œuvre les solutions proposées par les abolitionnistes, quelles qu'elles soient?

Voici ce que je propose :

Premièrement, nous devons à tout prix entreprendre une dénonciation systématique de la prison canadienne;

Deuxièmement, nous devons par tous les moyens en exposer la futilité et la cruauté ainsi que les mensonges et l'hypocrisie qui sont à la base de notre système criminel et pénal;

Troisièmement, nous devons immédiatement entreprendre des études empiriques sérieuses et impartiales sur les effets sociaux et psychologiques de l'incarcération au Canada et nous devons, en quatrième lieu, trouver immédiatement des moyens de mettre fin aux atrocités psychologiques, aux tortures, aux abus et aux illégalités auxquels les prisonniers sont soumis quotidiennement;

Cinquièmement, il faut à tout prix « déhollywoodianiser » et « dépolitiser » le crime et transférer progressivement la « responsabilité » là où elle doit se trouver, c'est-à-dire dans l'arène sociale;

Sixièmement, il faut commencer à contempler et à accepter le fait que nous sommes tous coupables et qu'en rejetant toute la faute sur une seule personne et en détruisant cette même personne, nous allons à l'encontre des règles les plus fondamentales de la logique : nous nous détruisons nous-mêmes;

Septièmement, nous devons être honnêtes et avoir le courage de faire face à la vérité inéluctable que les dissensions sociales, les crimes, les prisons, etc., ne sont que la manifestation physique d'une réalité métaphysique, c'est-à-dire les sentiments et les pensées dominants les plus profonds dans le cœur de chacun d'entre nous. Ce que nous observons, partout et en tout lieu dans ce pays, dans le paysage politique et social, c'est nous;

Enfin, en dernier lieu, nous devons nous changer, si nous voulons voir apparaître et perdurer de véritables changements.